# Les allégations de viols de masse par le Hamas se dénouent après enquête

https://www.yesmagazine.org/social-justice/2024/03/05/israel-hamas-oct7-report-gaza

Par Arun Gupta, 5 mars 2024

Ce rapport d'enquête révèle des sources douteuses et un manque frappant de preuves physiques ou de témoins oculaires dans deux premiers rapports qui ont été largement cités pour étayer les affirmations selon lesquelles le Hamas aurait commis des violences sexuelles massives lors de son attaque du 7 octobre 2023 contre Israël.

**Note de l'éditeur :** L'article que nous vous présentons, n'est pas spécifique des élucidations journalistiques sur lesquelles YES! se concentre habituellement. Arun Gupta nous a d'abord soumis une version centrée sur la démystification d'une enquête majeure du New York Times, ainsi qu'à un autre média au début du mois de janvier. Au vu de la gravité du génocide à Gaza, et convaincus de l'importance d'un journalisme basé sur les faits tout en ayant un impact, nous avons accepté cette investigation, et sommes fiers de présenter le travail d'enquête approfondie qui en a résulté. Un avertissement pour nos lecteurs : les descriptions des viols et de la violence allégués, sont détaillées et peuvent être perturbantes.

Après les attaques du Hamas du 7 octobre, qui ont fait au moins 1 163 morts, des rumeurs ont commencé à circuler selon lesquelles les femmes israéliennes subissaient d'horribles viols collectifs et des violences sexuelles. Des mois plus tard, une prise de position de Physicians for Human Rights Israel et une enquête du New York Times ont convaincu de nombreux observateurs que le Hamas utilisait le viol comme arme de guerre.

Mais une enquête de YES! examinant les deux rapports, ainsi que d'autres enquêtes médiatiques, des centaines d'articles de presse, des entretiens avec des sources israéliennes et des preuves photographiques et vidéo révèle une conclusion renversante: Il n'y a aucune preuve qu'il y ait eu des viols massifs.

Le New Yorker, le New York Times, l'Associated Press et The Nation traitent l'article de PHRI comme l'étalon-or de la preuve des viols et des violences sexuelles commis par le Hamas. Mais le document est scandaleusement mince. Il manque d'originalité et se base sur des rapports médiatiques pour le moins douteux, sans aucune corroboration - pas de preuves médico-légales, pas de témoignages de survivants, pas de preuves vidéo.

Au cours d'un entretien de deux heures, parfois houleux, Hadas Ziv, directrice de l'éthique et de la politique chez <u>Physicians for Human Rights Israel</u> (PHRI), a reconnu les nombreux problèmes que pose le document de synthèse qu'elle a coécrit, intitulé "<u>Sexual and Gender-Based Violence As a Weapon of War During the October 7, 2023 Hamas Attacks</u>" (<u>Laviolence sexuelle et sexiste en tant qu'arme de guerre lors des attaques du Hamas du 7 octobre 2023</u>).

Hadas Ziv a admis qu'elle avait des problèmes de crédibilité avec ses sources et qu'elle n'avait pas examiné toutes les preuves disponibles. Elle n'était "pas au courant" que de nombreuses sources avaient inventé des histoires d'atrocités à propos du 7 octobre. Et elle a déclaré : "Oui, c'est un problème", à propos d'un soldat qu'elle cite et dont la plainte pour viol a été modifiée par le gouvernement. Elle a cité des volontaires de Zaka, une organisation en proie au scandale qui a collecté des restes humains après le 7 octobre, mais Ziv n'a pas réalisé que Zaka déclarait ouvertement avoir inventé des histoires. Lorsqu'elle a évoqué les allégations selon lesquelles les organes sexuels des femmes avaient été délibérément mutilés, Ziv a concédé : "D'accord, s'il y a d'autres explications, on ne peut pas dire ça".

Tout en admettant que "je ne connaissais pas toutes les histoires dont vous parlez et qui discréditent ces témoins", Ziv s'est également emporté : "J'ai l'impression d'être une victime de viol que l'on interroge". A quoi YES ! a répondu : "Toutes les interviews ne sont pas des interviews amicales ».

## Un rapport d'enquête met à mal les allégations de viols massifs par Israël

En outre, le document de l'IRPS est truffé d'erreurs, petites et grandes. Les noms sont mal orthographiés, les citations ne correspondent pas aux liens et une personne est mal identifiée. Madame Ziv ignorait que <u>le gouvernement israélien prétendait</u> détenir des <u>preuves médico-légales</u> de viol, **qu'il n'a pas produites publiquement.** Plus grave encore, Mme Ziv n'a pas réalisé que son journal avait comptabilisé un viol collectif présumé, comme deux incidents distincts.

L'article du *New York Times* du 28 décembre 2023, intitulé "<u>Screams Without Words</u>", a également été <u>considéré</u> comme une <u>preuve</u> que <u>le Hamas a commis des</u> violences sexuelles <u>généralisées</u>.

La pierre angulaire de ce rapport est Gal et Nagi Abdush, un couple tué le 7 octobre. Le *Times* affirme que la police israélienne pense que Gal Abdush a été violée. Mais la seule preuve fournie est une "vidéo granuleuse" du cadavre brûlé de Gal, "allongée sur le dos, la robe déchirée, les jambes écartées, le vagin exposé". Gal est alors surnommée "la femme à la robe noire". L'histoire a explosé au visage du *Times*. Les membres de la famille qui ont survécu ont nié qu'elle ait été violée.

La PHRI fait référence à la vidéo de Gal Abdush comme preuve d'un éventuel "abus sexuel".

Le *Times* mentionne les messages que Gal et Nagi, parents de deux enfants, ont envoyés à leur famille pendant l'attaque. Après la mort de Gal, Nagi a envoyé un "dernier message audio" à son frère Nissim Abdush à 7h44 : "Prends soin des enfants. Je t'aime", juste avant d'être tué. Mais le *Times* omet de mentionner d'autres messages textuels et téléphoniques qui rendent presque impossible le viol de Gal. Elle a envoyé un message à 6h51 à propos d'explosions intenses à la frontière, d'après un commentaire Instagramde Miral Altar, la sœur de Gal. Neuf minutes plus tard, à 7 heures, Nagi Abdush a appelé son frère Nissim pour lui dire que Gal avait été abattue et qu'elle était mourante.

<u>Selon Mondoweiss</u>, Nissim a raconté son histoire à <u>une chaîne de télévision israélienne</u>. Il a ajouté que Nagi n'a jamais mentionné que Gal avait été violé, et que la police israélienne n'a pas indiqué à la famille survivante que Gal avait été agressé sexuellement. Le *Times* n'explique jamais comment Gal a pu être capturé, violé, abattu et brûlé en neuf minutes alors que Nagi a envoyé un message à sa famille et n'a jamais mentionné de contact physique avec les forces du Hamas.

**YES!** a parlé avec Nissim et Neama Abdush, les frères et sœurs de Nagi. Ils ont déclaré que Nagi avait appelé deux fois, d'abord pour dire que Gal avait reçu une balle dans le cœur et qu'elle était morte, puis pour leur demander de s'occuper de leurs enfants. Lorsqu'on lui a demandé si Nagi avait parlé d'une agression ou d'un viol de Gal, Neama a répondu "Non, non, non".

Lors d'un appel de suivi, Nissim a réaffirmé que la police n'avait pas indiqué que Gal avait été agressée sexuellement, mais il a refusé de donner plus de détails à moins d'être payé 60 000 "dollars, shekels".

Tali Barakha, une autre sœur de Gal, <u>a écrit sur Instagram</u>: "Personne ne peut savoir s'il y a eu un viol."

## Une douzaine de sources douteuse

Le document de la PHRI indique qu'il y a "suffisamment de preuves pour exiger une enquête sur les crimes contre l'humanité". Le New York Times a déclaré que "les attaques contre les femmes n'étaient pas des événements isolés mais s'inscrivaient dans un schéma plus large de violence sexiste le 7 octobre".

Pourtant, les sources sont extraordinairement peu nombreuses. Douze personnes sont à l'origine de la grande majorité des allégations de viols et de violences sexuelles dans des centaines d'articles.

Huit de ces sources figurent dans le document de la PHRI et six dans le rapport du *New York Times*. Les enquêtes du *Washington Post, du Guardian, du Straits Times, de* <u>la BBC</u>, de l'AP, de <u>Reuters</u>, de <u>, du Wall Street Journal</u>, de <u>NBC News</u>, du <u>New Yorker</u> et de <u>divers segments de CNN</u> s'appuient toutes sur une combinaison de ces 12 sources.

Toutes les sources, sauf une, sont liées à l'armée et à la police israéliennes, comme le <u>Home Front Command</u>. Cinq des sources sont des volontaires de la Zaka qui ont raconté des histoires qui sentent l'affabulation. Cinq autres sources ont affirmé avoir vu des cadavres portant des traces de viol ou de violence sexuelle. Aucune de ces sources n'a été formée professionnellement pour effectuer de telles évaluations, et presque toutes ont inventé des histoires, comme décrit cidessous.

Israël a fondé ses allégations de viols de masse et de violences sexuelles par le Hamas sur les déclarations faites par 12 personnes :

#### 2 témoins postmortem:

· Rami Shmuel · Unité 669 ambulancier

#### 5 bénévoles de Zaka y compris :

- · Simcha Greiniman
- Itzik Itah
- Yossi Landau

### 3 témoins morgue Shura:

- Rabbin Israel Weiss
- Shari Mendes
- Capt Maayan

#### 2 témoins oculaires au viol:

- · Sapir, témoin « g »
- · Raz Cohen

Il ne reste donc que deux personnes qui ont affirmé avoir été témoins d'un viol. Tout le dossier du gouvernement israélien concernant les viols collectifs repose sur deux allégations : une source connue sous le nom de "témoin S.", ou Sapir, présentée par la police, et un soldat des forces spéciales des Forces de défense israéliennes (FDI), Raz Cohen. Le soldat a changé son histoire à plusieurs reprises, ce qui la rend suspecte, tandis que le récit de Sapir est si fantastique qu'il défie toute croyance, comme nous l'expliquons ci-dessous.

Même si les 12 sources sont considérées comme entièrement crédibles, (*Par qui !? Jusqu'à quand ? NDLT*) leurs récits manquent de photos, de preuves médico-légales et de témoignages de survivants. Au mieux, il s'agit d'affirmations non fondées.

En ce qui concerne les preuves, deux rapports ont jeté de l'eau froide sur tout cela. Tout d'abord, <u>Ha'aretz</u> a <u>rapporté</u> le 24 décembre que la police israélienne avait envoyé une injonction aux "hôpitaux généraux et psychiatriques" pour qu'ils "fournissent des informations sur les victimes d'infractions sexuelles commises par des terroristes du Hamas le 7 octobre". Il s'agit d'un aveu tacite que la police manque de témoignages de survivants. L'ordonnance du tribunal a également réfuté les <u>affirmations</u> selon lesquelles les <u>survivants présumés n'étaient pas identifiés</u> pour les protéger, car des détails uniques permettraient de les identifier facilement. Deuxièmement, un rapport de *Ha'aretz* encore plus révélateur, publié le 4 janvier 2024, souligne que "[l]a police a des difficultés à localiser les victimes d'agressions sexuelles ou les témoins d'actes de l'attaque du Hamas, et est incapable de relier les preuves existantes aux victimes qu'elles décrivent". La police est tellement désespérée qu'elle a lancé un appel dans les médias, sans succès jusqu'à présent, "pour encourager ceux qui ont des informations à ce sujet à venir témoigner".

Les experts des Nations unies ont fourni quelques preuves. Le 29 janvier, <u>un envoyé de l'ONU en Israël</u> chargé d'enquêter sur les violences sexuelles commises le 7 octobre a lancé, par l'intermédiaire du bureau du président israélien, un appel aux "victimes d'agressions sexuelles présumées [pour] qu'elles rompent le silence". Cet appel a été accueilli par le silence. Puis, le 19 février, <u>quatre experts de l'ONU</u> se sont dits "alarmés par des allégations crédibles" selon lesquelles Israël aurait soumis des centaines de femmes et de jeunes filles palestiniennes à Gaza à des "détentions arbitraires", des "traitements dégradants", de "multiples formes d'agressions sexuelles", y compris le viol, ainsi qu'à des "ciblages délibérés et à des exécutions extrajudiciaires".

# Extrapolation de "preuves" à partir de ouï-dire

Une grande partie de la couverture du 7 octobre rappelle les théories conspirationnistes du 11 septembre. Les journalistes ont essayé de glaner la "vérité" à partir de photos ambiguës et ont tiré des conclusions hâtives sans envisager d'autres possibilités. Un cadavre déshabillé n'est pas synonyme d'agression sexuelle. Les vêtements peuvent avoir été arrachés en fuyant, en paniquant, en se cachant dans les broussailles ou en pansant des blessures.

Le New York Times a relaté <u>la mort de la famille Evens</u> dans le kibboutz Be'eri, en s'appuyant sur des textes et des photos. Pris dans un incendie, "ils se sont déshabillés jusqu'à leurs sousvêtements". Plus tard, les soldats ont trouvé "plusieurs corps à moitié nus gisant sous une rangée d'arbres". Les parents et les deux adolescents "avaient tous été abattus".

De même, la présence de fragments de métal dans un corps n'est pas synonyme de violence sexuelle. Un reportage de <u>Reuters</u> sur Be'eri, l'une des communautés les plus touchées le 7 octobre, décrit comment les explosions de grenades dans une pièce sécurisée ont transformé les vis d'un canapé en éclats d'obus qui ont perforé la jambe d'une jeune fille de 13 ans. Si elle n'avait pas survécu, s'agirait-il d'un cas de violence sexuelle du Hamas ?

Interrogé sur le rapport de l'agence Reuters, M. Ziv, de la PHRI, a admis : "D'accord, s'il existe d'autres explications, on ne peut pas dire qu'il s'agissait de violences sexuelles".

Les explications alternatives s'appliquent à presque toutes les allégations de violence sexuelle dans les médias.

## La tête dans les mains

Deux témoins, la source anonyme Sapir et Raz Cohen, sont à l'origine des allégations de violence sexuelle les plus spectaculaires publiées dans le journal de la PHRI, le <u>Times</u>, et dans d'autres médias. Sapir et Cohen ont assisté au festival de musique Supernova et ont affirmé avoir vu des viols collectifs se dérouler à une distance de 50 à 150 pieds de leurs cachettes. Le <u>Times</u> les situe à quelques kilomètres l'un de l'autre, ce qui signifie que Sapir et Cohen décrivaient des agressions différentes.

Début novembre, la <u>police</u> israélienne a <u>montré</u> à des journalistes un clip <u>vidéo de trois minutes</u> <u>dans lequel</u> le visage de Sapir était flouté, mais elle a <u>refusé de</u> répondre aux questions et a depuis <u>"refusé" de publier l'</u> intégralité de l'interview. Les rapports sur le clip de trois minutes et des extraits plus courts sur le web étaient tout ce que l'on savait de l'histoire de Sapir jusqu'à ce

que *le New York Times* l'<u>interviewe</u> "à plusieurs reprises". Le *Times* indique que Sapir est "une comptable de 26 ans" <u>qui</u> "est devenue l'un des témoins clés de la police israélienne".

Selon le *Times*, Sapir était blessée au dos et se sentait faible. Elle s'est cachée près d'une route couverte "d'herbes sèches et est restée aussi immobile que possible". Elle a affirmé avoir vu un groupe d'"une centaine d'hommes" impliqués dans le viol et le meurtre horrible "d'au moins cinq femmes". Selon le *Times* :

La première victime qu'elle dit avoir vue est une jeune femme aux cheveux cuivrés, du sang coulant dans son dos, le pantalon enfoncé jusqu'aux genoux. Un homme l'a tirée par les cheveux et l'a obligée à se pencher. Un autre l'a pénétrée, a déclaré Mme Sapir, et à chaque fois qu'elle bronchait, il lui plantait un couteau dans le dos.

Elle a ensuite vu une autre femme "déchiquetée en morceaux". Alors qu'un terroriste la violait, un autre a sorti un cutter et lui a tranché la poitrine.

"L'un continue à la violer et l'autre jette son sein à quelqu'un d'autre, qui joue avec, le jette et le fait tomber sur la route. » ...

À peu près au même moment, elle a vu trois autres femmes violées et des terroristes portant les têtes coupées de trois autres femmes.

Comparez cela à ce que l'on sait de la vidéo de la police. Dans un <u>extrait</u> de <u>52 secondes</u> de la vidéo de la police, Sapir affirme qu'une femme se tenant sur ses pieds a été violée par des militants et qu'ils l'ont fait circuler. Sapir a déclaré qu'un militant "lui coupe les seins. Il la jette sur la route. Ils jouent avec".

Se référant à la vidéo de la police, la <u>BBC a ajouté</u> que Sapir a affirmé qu'un militant a tué la femme et a continué à la violer. "Il lui a tiré une balle dans la tête avant de terminer. Il n'a même pas relevé son pantalon ; il tire et éjacule".

<u>Un journaliste</u> qui a visionné une partie de la vidéo a <u>déclaré que Sapir avait affirmé que</u> "certains terroristes portaient des têtes dans leurs mains [décapitées] comme trophées, disant qu'il n'y avait rien qu'ils ne faisaient pas aux têtes", ce qui implique que les combattants du Hamas avaient des relations sexuelles avec des têtes coupées.

L'histoire de Sapir et son évolution entre la vidéo de la police et le *rapport du Times* soulèvent de nombreuses questions. Comment a-t-elle pu voir 100 militants et de nombreuses agressions alors qu'elle était allongée et couverte ? Comment une victime de viol peut-elle devenir cinq ? Pourquoi une femme violée et dont le sein a été coupé dans la vidéo de la police est-elle devenue deux femmes dans l'*article du Times*?

Face à un tel massacre - têtes coupées, parties découpées, projections de sang, cinq cadavres mutilés - où sont les preuves médico-légales et photographiques ? Pourquoi n'y a-t-il aucun témoin qui puisse confirmer ses dires, tels que des relations sexuelles avec des têtes coupées et des cadavres qui semblent sortis de l'*Enfer de* Dante ?

Le *Times* a publié un <u>suivi</u> défendant le rapport du 28 décembre après qu'il ait été <u>critiqué</u> pour ses <u>mauvaises sources</u> et son <u>manque de preuves</u>, mais cela n'a fait que soulever d'autres questions sur la fragilité de l'information.

La prise de position de la PHRI ne tient pas compte non plus de l'histoire de Sapir, en la citant comme deux incidents distincts. Elle est d'abord mentionnée dans la section "Victimes" comme "une femme qui a raconté le viol collectif et le meurtre d'une jeune femme par des assaillants vêtus d'uniformes militaires". Ensuite, PHRI a de nouveau cité l'histoire de Sapir dans la section "Témoignages visuels", car il s'agit d'une vidéo. Hadas Ziv a admis l'erreur à YES! mais aucun autre média n'a repris l'erreur de PHRI.

## **Histoires changeantes**

Raz Cohen, le deuxième témoin oculaire à affirmer avoir vu un viol, est un ancien officier israélien de "<u>l'unité d'élite Maglan</u>". Ni le *rapport* original *du Times*, ni la PHRI ne mentionnent que Cohen est un <u>ancien soldat des forces spéciales</u>, pas davantage que son histoire a changé à plusieurs reprises.

Cohen s'est <u>caché</u> dans un ruisseau avec des amis après avoir fui le festival Supernova. Selon <u>le Times</u>, il a affirmé avoir vu une camionnette blanche s'arrêter à une quarantaine de mètres et cinq hommes traîner une femme sur le sol, "jeune, nue et criant". Cohen a déclaré : "Ils ont commencé à la violer. J'ai vu les hommes se tenir en demi-cercle autour d'elle. L'un d'eux la pénètre. Elle hurle. Je me souviens encore de sa voix, des cris sans paroles. Puis l'un d'eux a brandi un couteau et ils l'ont massacrée".

Au départ, l'histoire de M. Cohen était différente. Le 7 octobre, il a <u>décrit des centaines de</u> personnes terrifiées fuyant les tireurs du Hamas à travers un champ, alors que certains d'entre eux étaient abattus et tombaient. Cohen et d'autres se sont cachés pendant six heures dans la brousse alors que les coups de feu sifflaient au-dessus d'eux et qu'une bataille entre "notre armée et les terroristes" faisait rage autour d'eux.

Au cours des trois jours qui ont suivi, <u>Cohen</u>, ébranlé, a décrit des expériences similaires dans des <u>vidéos</u> et des <u>interviews</u>. Il a déclaré que les gens étaient "massacrés au couteau". L'Australian Broadcasting Corporation a rapporté dans un <u>article du 10 octobre</u> basé sur une interview de Cohen que "des militants du Hamas ont poignardé un groupe de femmes à proximité". Mais il n'a fait aucune mention de viol ou de violence sexuelle.

Puis l'histoire de Cohen a changé. Plus tard dans la journée, le 10 octobre, M. Cohen a déclaré dans l'émission *PBS Newshour*: "Les terroristes, les gens de Gaza, ont violé des filles. Et après les avoir violées, ils les ont tuées, assassinées avec des couteaux, ou l'inverse, tuées - et après les avoir violées, ils - ils ont fait cela". Dans une <u>interview accordée le 24 octobre</u> au *Washington Free Beacon*, il a également affirmé qu'une femme avait été violée et assassinée.

Cohen s'est <u>caché</u> dans un ruisseau avec des amis après avoir fui le festival Supernova. Selon <u>le Times</u>, il a affirmé avoir vu une camionnette blanche s'arrêter à une quarantaine de mètres et cinq hommes traîner une femme sur le sol, "jeune, nue et criant". Cohen a déclaré : "Ils ont commencé à la violer. J'ai vu les hommes se tenir en demi-cercle autour d'elle. L'un d'eux la pénètre. Elle hurle. Je me souviens encore de sa voix, **des cris sans paroles.** Puis l'un d'eux a brandi un couteau et ils l'ont massacrée".

Au départ, l'histoire de M. Cohen était différente. Le 7 octobre, il a <u>décrit des centaines de</u> personnes terrifiées fuyant les tireurs du Hamas à travers un champ, alors que certains d'entre eux étaient abattus et tombaient. Cohen et d'autres se sont cachés pendant six heures dans la brousse alors que les coups de feu sifflaient au-dessus d'eux et qu'une bataille entre "notre armée et les terroristes" faisait rage autour d'eux.

Au cours des trois jours qui ont suivi, <u>Cohen</u>, ébranlé, a décrit des expériences similaires dans des <u>vidéos</u> et des <u>interviews</u>. Il a déclaré que les gens étaient "massacrés au couteau". L'Australian Broadcasting Corporation a rapporté dans un <u>article du 10 octobre</u> basé sur une interview de Cohen que "des militants du Hamas ont poignardé un groupe de femmes à proximité". Mais il n'a fait aucune mention de viol ou de violence sexuelle.

Puis l'histoire de Cohen a changé. Plus tard dans la journée, le 10 octobre, M. Cohen a déclaré dans l'émission <u>PBS Newshour</u>: "Les terroristes, les gens de Gaza, ont violé des filles. Et après les avoir violées, ils les ont tuées, assassinées avec des couteaux, ou l'inverse, tuées - et après les avoir violées, ils - ils ont fait cela". Dans une <u>interview accordée le 24 octobre</u> au <u>Washington Free Beacon</u>, il a également affirmé qu'une femme avait été violée et assassinée.

Il est à noter que l'histoire de Cohen ressemble étrangement à celle de Sapir : viols collectifs multiples, meurtres à l'arme blanche, agressions sexuelles sur des cadavres. Aucun grand média

n'a relevé ces similitudes, ni le fait que le nombre de victimes semble passer de plusieurs à une seule.

Depuis que les récits de Sapir et de Cohen ont fait surface, deux autres personnes qui s'étaient cachées avec chacun d'eux, se sont manifestées. Le <u>Times</u> les a toutes deux interrogées et leurs récits ne confirment pas ceux de Sapir ou de Cohen. Il existe d'<u>autres témoignages</u> de <u>viols</u> et de violences sexuelles, mais les sources ne peuvent pas être <u>identifiées</u> ou disent qu'elles ont "entendu" mais n'ont pas été visuellement témoins d'un viol.

Les rapports sur le <u>massacre</u> de <u>364 personnes</u> lors du festival viennent encore affaiblir Sapir et Cohen. CNN, <u>la BBC</u>, <u>The Guardian</u>, <u>The Wall Street Journal</u>, <u>The New York Times</u>, <u>The New Yorker</u>, <u>ABC News</u> et <u>NBC News</u> ont reconstitué le champ de bataille à l'aide de photos, de vidéos, de médias sociaux et d'entretiens avec des dizaines de festivaliers. Il s'agit d'un horrible massacre, mais personne n'a parlé de torture, de violence sexuelle ou de viol.

La police n'a pas non plus étayé les récits de Sapir ou Cohen, bien qu'elle <u>possède</u> "plus de 60 000 "documents visuels", y compris des vidéos provenant de caméras GoPro portées par les assaillants, des images de vidéosurveillance et des images provenant de drones". **YES!** a passé en revue toutes les vidéos et photos graphiques qu'elle a pu localiser, y compris dans une <u>chaîne Telegram</u>, sur <u>les sites web du gouvernement</u> israélien et dans une <u>série de cinq</u> films, pour être francs, des snuff movies. Ils montrent des militants, des meurtres brutaux et des centaines de cadavres, mais rien qui ressemble aux scènes décrites par Sapir ou Cohen.

# Sacs mortuaires et sacs d'argent

L'absence de preuves de viols massifs a été <u>attribuée</u> selon les <u>affirmations du gouvernement israélien</u> aux <u>préoccupations religieuses</u> de même qu'au <u>chaos</u> qui <u>ont empêché</u> la collecte de preuves médico-légales. Mais d'autres rapports indiquent qu'Israël a manipulé les preuves, les expertises et les témoignages des Zaka, créant ainsi l'apparence d'une campagne de viols massifs.

<u>Ha'aretz</u> a rapporté que les volontaires de Zaka ont mis de côté les soldats dans la collecte des preuves après le 7 octobre.

Un <u>rapport d'Ynet</u> du 12 novembre explique pourquoi Zaka a pris les devants. Un spécialiste de l'information du bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est vanté auprès d'Ynet que les témoignages de Zaka "ont eu un impact considérable sur les journalistes" en décrivant le Hamas comme des "monstres humains". Cela a renforcé le discours d'Israël selon lequel "le Hamas est l'égal d'Isis ... renforçant la légitimité de l'État à agir avec une grande force", a déclaré le fonctionnaire.

En plus de servir de propagande de guerre, les récits des volontaires de Zaka semblent inventés. Cet auteur a décrit dans une <u>enquête</u>récente <u>d'Interceptinvestigation</u>comment les <u>responsables</u> <u>des Zaka disent "nous</u> utilisons notre imagination" lorsqu'ils racontent des atrocités et "les corps nous racontent les histoires qui leur sont arrivées". Les médias occidentaux regorgent d'allégations d'atrocités commises par les Zaka, dont la quasi-totalité est fabriquée, douteuse ou non étayée.

Plus choquant encore, Zaka a été fondée il y a plusieurs décennies par <u>Yehuda Meshi-Zahav</u>, qui aurait <u>agressé sexuellement au moins 20 mineurs pendant des</u> décennies avant d'être démasqué en 2021. Meshi-Zahav et ses proches auraient utilisé des "<u>organisations fantômes</u>" pour détourner des <u>millions de dollars</u> d'une Zaka <u>presque insolvable</u> vers une "<u>caisse noire</u>" afin de financer "un style de vie somptueux dans des hôtels 5 étoiles et une villa de plusieurs millions de dollars".

<u>Ha'aretz</u> a rapporté qu'au cours des efforts de redressement du 7 octobre, Zaka en difficulté financière a utilisé "les morts comme accessoires" pour collecter des fonds. Selon Ha'aretz, Zaka a ainsi détruit des preuves médico-légales susceptibles de prouver ou d'infirmer les accusations de viol.

L'article de PHRI comprend le témoignage de deux volontaires de Zaka. Après avoir écouté quelques histoires de Zaka, Hadas Ziv a déclaré à YES : "Je ne savais pas qu'ils n'étaient pas fiables. ... Mais peut-être que je fais simplement confiance aux gens qui racontent l'histoire telle qu'elle est et que je ne l'examine pas.

Reuters, CNN, *The New York Times*, BBC, *The Guardian*, NBC, *Politico*, *The Wall Street Journal* et *The Washington Post*citent également les bénévoles de Zaka sans mentionner les scandales passés ou les controverses actuelles.

# Un déluge de désinformation

Les autres sources ont également des problèmes de crédibilité. L'une d'entre elles est un secouriste <u>anonyme</u> de l'unité 669, une unité d'élite israélienne de recherche et de sauvetage. Le soldat affirme avoir trouvé une jeune fille morte, "une adolescente de 14 ou 15 ans", sur le sol d'une maison dans un kibboutz. Elle était "sur le ventre, son pantalon est baissé et elle est à moitié nue. Ses jambes sont écartées, grandes ouvertes, et il y a des restes de sperme sur son dos. Quelqu'un l'a exécutée juste après l'avoir brutalement, sauvagement violée".

Il s'est exprimé pour la première fois le 25 octobre sur Republic World, une <u>chaîne d'information</u> indienne de droite, en tournant le dos à la caméra. M. Ziv <u>a renvoyé à un extrait</u> de la même interview, publié dans le journal de la PHRI, qu'Eylon Levy a tweeté le même jour. Porte-parole de Netanyahu, Levy est un <u>canal de désinformation</u>.

Dans l'interview complète, <u>l'ambulancier a déclaré qu'un coéquipier</u> avait « sorti des ordures », un bébé d'un an "poignardé à plusieurs reprises sur tout le corps". Il a également affirmé qu'il y avait "des phrases en arabe écrites sur les entrées des maisons [avec] le sang des personnes qui vivaient dans ces maisons".

Un enfant a été tué le 7 octobre, Mila Cohen, 10 mois, "abattue alors qu'elle était dans les bras de sa mère", qui a survécu.

Inutile de dire que ces histoires semblent également inventées de toutes pièces. Plus important encore, l'ambulancier est typique d'autres sources importantes. Leurs affirmations sont farfelues, il n'y a pas d'autres témoins, pas de rapports indépendants, pas de photos ou de preuves médico-légales, pas d'informations sur la personne décédée.

Ce qui affaiblit encore sa crédibilité, c'est que l'ambulancier a <u>identifié</u> à trois reprises le <u>kibboutz</u> <u>Nahal Oz</u> comme étant le lieu de l'attaque et a traduit son nom par "rivière de la force". À <u>Nahal Oz</u>, au moins 60 soldats et 12 civils ont été tués. Cinq membres d'une même famille ont été tués dans une maison, dont deux sœurs, mais il s'agissait d'adultes âgés de 18 et 20 ans.

Se rendant peut-être compte qu'aucune des victimes de Nahal Oz ne correspondait à la description de l'ambulancier, Eylon Levy a changé le lieu en Be'eri dans un tweet et a coupé le clip pour supprimer toute référence à Nahal Oz.

Lorsqu'il s'est adressé au <u>New York Times</u>, à l'<u>AP</u>, au <u>Washington Post</u> età <u>CNN</u>, l'ambulancier n'a fait référence qu'à Be'eri comme lieu de l'accident. Le nombre de victimes a également changé, ce qui est loin d'être négligeable, passant d'<u>une</u> à <u>deux</u>, à une <u>demi-douzaine</u>, puis à <u>une ou deux</u>.

Lorsqu'on lui a demandé comment elle avait effectué ses recherches pour l'article de la PHRI, Ziv a répondu : "J'ai vérifié tous les rapports qui étaient à ma disposition". L'interview de l'ambulancier par Republic World était à sa disposition, car elle a mis un lien vers le court extrait que Levy a tweeté dans l'article de la PHRI.

Après avoir écouté la description des fausses histoires de l'ambulancier, Ziv a dit : "Non, je n'ai pas vu celle-là". YES ! a demandé : "Alors vous n'avez pas regardé toutes les preuves ?" Ziv a répondu : "Non, je ne l'ai pas fait, probablement."

Ziv a également déclaré : "Oui, c'est un problème" à propos du fait que le bureau de Netanyahu a modifié l'histoire de l'ambulancier et qu'il s'agit d'une source militaire anonyme.

## Bébés morts

Six des douze sources ont inventé des histoires de bébés morts, dont Shari Mendes. Réserviste militaire volontaire qui a travaillé dans le corps des rabbins à la morgue militaire de Shura, dans le centre d'Israël, pendant deux semaines, Mendes a aidé "les médecins à prendre les empreintes digitales et à nettoyer les corps des femmes soldats", selon Reuters.

Le 20 octobre, Mendes a déclaré au <u>Daily Mail</u>: "Un bébé a été coupé d'une femme enceinte et décapité, puis la mère a été décapitée". Des hauts responsables de Shura, le <u>colonel rabbin Haim Weisberg</u> et le <u>brigadier général</u> à la retraite <u>rabbin Israel Weiss</u>, ont également affirmé avoir découvert une mère enceinte tuée avec son fœtus.

Ha'aretz affirme que "cet horrible incident ... n'a tout simplement pas eu lieu".

<u>PHRI cite Mendes</u> dans un <u>rapport</u> du <u>Times of Israel du 9 novembre</u>. Mendes déclare : "Oui, nous avons vu que des femmes ont été violées. Des enfants et des femmes âgées ont été violés. On les a pénétrées de force, au point de leur briser les os". <u>Mendes</u> a également affirmé : "Nous avons vu des organes génitaux coupés, des têtes coupées, des bébés, des mains, des pieds, sans aucune raison." <u>Elle ajoute</u>: "Ce n'est pas quelque chose que nous avons vu sur Internet, nous avons vu ces corps de nos propres yeux."

La PHRI cite le capitaine Maayan, réserviste des FDI et dentiste à Shura, dans le même article. *Le Times of Israel* a écrit : Maayan a déclaré le 31 octobre qu'elle avait vu plusieurs corps présentant des signes d'abus sexuels.

"Je peux dire que j'ai vu beaucoup de signes d'abus dans la [région génitale]", a déclaré Mme Maayan, en utilisant sa main pour faire une démonstration par euphémisme. "Nous avons vu des jambes cassées, des pelvis brisés, des sous-vêtements ensanglantés" et des femmes qui n'étaient pas habillées au-dessous de la taille.

Le Times of Israel a déclaré que Mendes n'était pas "légalement qualifié pour déterminer s'il y a eu viol". De même, la PHRI a averti que "le personnel médical et d'urgence qui a témoigné" n'était pas "professionnellement formé pour déterminer s'il y a eu viol".

Mais la PHRI essaie de jouer sur les deux tableaux. Elle cite les allégations de viol et d'abus sexuel de Shari Mendes, du capitaine Maayan, de l'ambulancier, d'Itzik Itah et de Simcha Greiniman de Zaka, et de sa dernière source, Rami Shmuel, organisateur d'un festival de musique.

Si ces sources ne peuvent pas déterminer le viol, pourquoi les inclure ? La PHRI affirme également que "les récits qu'ils ont fournis indiquent la perpétration de violences sexuelles". Qu'est-ce qui leur permet de conclure que les blessures sont des signes délibérés de violence sexuelle et qu'elles ne sont pas dues à des armes ?

Lorsqu'on lui a demandé comment <u>Mendes pouvait savoir que des pelvis brisés</u> avaient été causés par des viols massifs, Ziv a répondu : "Elle ne le sait pas, elle ne le sait pas. Elle peut seulement dire que c'est ce qu'elle a vu. Elle ne peut pas dire que c'est le résultat d'un viol".

Alors pourquoi Israël fait-il apparemment de civils non formés le visage des allégations de viols massifs ? Lors d'une <u>séance très médiatisée de l'ONU</u> le 4 décembre, <u>organisée</u> avec l'aide de la magnat de la technologie Sheryl Sandberg, Mendes et Greiniman ont témoigné et des parties de la vidéo de Sapir ont été montrées.

<u>Greiniman</u>, <u>commandant adjoint à</u> Zaka, a affirmé que des femmes nues avaient été attachées à des arbres lors du festival Supernova, qu'<u>il avait trouvé un enfant en bas âge</u> avec un couteau planté dans la tête et qu'il avait découvert des combattants étrangers qui avaient laissé leur carte

d'identité dans leur poche. Pourquoi Israël a-t-il choisi de présenter au monde des sources contenant certaines des histoires les plus bizarres et les plus difficiles à croire ?

Pourquoi les médecins, les pathologistes ou les soldats qui ont retrouvé les dépouilles n'ont-ils pas témoigné ou documenté des viols, des agressions sexuelles ou d'autres atrocités ? Israël a produit des <u>vidéos</u> des <u>examens médico-légaux des</u>victimes du 7 octobre. Les médias ont été autorisés à <u>documenter les atrocités</u> au Centre national de médecine légale le 16 octobre.

Le 14 octobre, Reuters, Ha'aretz, and Politico ont participé à une tournée médiatique à Shura organisée par des responsables israéliens. Reuters a rapporté : « Les équipes médico-légales militaires... ont trouvé de multiples signes de torture, de viol et d'autres atrocités. » Le rabbin Israel Weiss, qui a aidé à superviser l'identification des morts, a déclaré que « de nombreux corps présentaient des signes de torture ainsi que de viol ». Le capitaine Maayan a déclaré : « L'examen médico-légal a révélé plusieurs cas de viol », selon Politico.

Mais, selon Reuters, « le personnel militaire supervisant le processus d'identification n'a présenté aucune preuve médico-légale sous forme de photos ou de dossiers médicaux ». Peu de temps après, les bénévoles de Zaka, Shari Mendes, et l'ambulancier de l'unité 669 ont commencé à faire sensation dans les médias.

Depuis, très peu de choses se sont fait entendre du côté des experts médico-légaux.

Tali Shapiro a fourni une aide à la recherche pour cette narration.

Traduction DeepL.com / Cham Baya / Jean Guinard

ARUN GUPTA is a graduate of the French Culinary Institute and has written for the Washington Post, the Nation, The Daily Beast, The Raw Story, The Guardian, and other publications. He is the author of the upcoming Bacon as a Weapon of Mass Destruction: A Junk-Food-Loving Chef's Inquiry into Taste (The New Press).